

# « Une interprétation troublante de l'assassinat de M. Pierre Gemayel »

vendredi 1er décembre 2006, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 30 novembre 2006).

**Nous publions ci-dessous une lettre envoyée du Liban a des amis français et qui nous est parvenue indirectement. Elle offre un éclairage sur l'assassinat de Pierre Gemayel que l'on trouve rarement dans la presse occidentale.**

## Sommaire

- [Le contexte](#)
- [Les objectifs](#)
- [Commanditaires et exécutants](#)
- [Parallèle troublant avec \(...\)](#)
- [Gagnants et perdants](#)
- [Perspectives et interrogations](#)

Chers amis,

Je tiens à vous faire part d'une interprétation troublante de l'assassinat de M. Pierre Gemayel le 21 novembre 2006. C'est celle du quotidien de langue arabe *Al-Akhbar*, un journal intelligent, sobre, laïque, sans langue de bois, antiaméricain sans être prosyrien ou pro-iranien (contrairement à ce qu'en pensent les proaméricains), bref un journal bien libanais, le seul quotidien que j'arrive à lire encore dans ce pays (j'ai fait mon deuil de *L'Orient-Le Jour* voici déjà plusieurs mois, hélas : c'est devenu la « Pravda » du clan Hariri sous l'influence de MM. Michel Eddé, son propriétaire, et Marwan Hamadé, l'actuel ministre des Télécommunications, un véritable génie du mal).

## Le contexte

Tout d'abord, des informations que nous livre l'analyste, M. Ibrahim el-Amine, sur l'évolution actuelle du parti Kataëb de M. Gemayel (en fait, elles ne sont pas fondamentales pour la suite du raisonnement - il est valable même sans elles) :

Les militants du parti Kataëb (parti extrémiste chrétien) se plaignaient depuis quelque temps d'une forte concurrence sur le terrain de la part de l'autre parti extrémiste chrétien, les Forces Libanaises de M. Geagea, la clientèle des deux partis se recrutant dans un même milieu sociologique : les classes pauvres des régions rurales chrétiennes du pays et des banlieues chrétiennes de Beyrouth. Pierre Gemayel avait alors lancé une vaste campagne de réorganisation du parti et de redynamisation des sections régionales. Par ailleurs, le parti n'était pas satisfait de l'influence chrétienne au sein du gouvernement Siniora qu'il estimait insuffisante. Il pariait également sur une baisse, à terme, de l'influence du général Aoun dans la communauté chrétienne à cause des contacts qu'il entretient avec le Hezbollah, de la sympathie qu'il a manifestée pour la communauté chiite victime des bombardements israéliens de l'été 2006 et de sa marginalisation par la communauté internationale pour ces raisons même. La ligne politique du général Aoun prône la construction d'un

Etat de Droit basé sur une entente intercommunautaire entre représentants authentiques de la population libanaise (d'où la nécessité de nouvelles élections basées sur une loi électorale juste, contrairement à celles de 2005 qui ont suivi le retrait syrien). Pour lui, un dialogue avec le Hezbollah est donc inévitable.

Cette ligne politique est combattue non seulement par les extrémistes chrétiens, mais aussi par les tenants d'une ligne proaméricaine fidèle à M. Georges W. Bush ainsi que par tous les adversaires de la construction d'un Etat de Droit : grande bourgeoisie fédérée par le courant de M. Hariri qui draine également une partie des Sunnites libanais, vieilles familles traditionnelles et anciens féodaux tels M. Jumblat qui draine, lui, une partie de la communauté druze, anciens miliciens comme le même M. Jumblat ainsi que M. Geagea, autrement dit par les groupes sociaux qui contrôlent l'actuel gouvernement. Cependant, comme on a pu le constater en écoutant les déclarations faites par M. Amine Gemayel, père de Pierre et ancien président de la République, à une délégation du Hezbollah venue lui présenter ses condoléances, le parti Kataëb s'apprêtait à renforcer ses liens avec la communauté chiite afin d'occuper l'espace politique occupé par le général Aoun. Fort de son implantation dans les milieux extrémistes chrétiens et de sa participation au gouvernement proaméricain actuel, il espérait occuper ainsi une place centrale sur l'échiquier politique libanais.

## Les objectifs

Dans ce contexte, l'assassinat de Pierre Gemayel prend une toute autre dimension. Il permet de réaliser les objectifs suivants :

- 1- Eliminer un concurrent à Samir Geagea, chef des Forces Libanaises, un criminel de guerre comme on en a rarement connu dans notre pays, que le clan Hariri a sorti de prison pour le récupérer et diviser les chrétiens (de tout temps, il a été très facile aux grands bourgeois d'acheter les services de criminels qui en sont d'ailleurs toujours très flattés...). M. Geagea est devenu aujourd'hui un homme clé de la coalition actuelle au pouvoir.
- 2- Radicaliser une partie de l'opinion publique chrétienne contre la Syrie qui sera accusée du meurtre et contre ses alliés au Liban, notamment le Hezbollah. La ligne modérée du général Aoun, partisan d'un dialogue même avec le diable du moment qu'il est dans votre maison et qu'il peut y mettre le feu, cette ligne sera attaquée au sein de la communauté chrétienne et son influence diminuera. Le camp des extrémistes au sein de cette communauté, partisans du gouvernement Siniora et de sa ligne proaméricaine et ennemis de la ligne modérée du général Aoun, sera renforcé. (La Syrie sera accusée d'avoir assassiné Gemayel pour faire pression sur les membres du cabinet au moment où celui-ci se penche sur la création du tribunal international chargé de juger les assassins de Rafic Hariri et pour les dissuader de poursuivre dans cette voie. Après la démission des ministres chiites et d'un ministre chrétien, elle sera accusée de vouloir éliminer ou neutraliser des ministres jusqu'au moment où le gouvernement aura perdu un tiers de ses membres et ne pourra plus compter sur les deux tiers des voix, seuil obligatoire pour qu'un vote en Conseil des Ministres soit valide).
- 3- Ancrer définitivement le parti Kataëb dans le giron du gouvernement Siniora. (Il n'était pas nécessaire que ce parti ait commencé à suivre la même ligne d'ouverture vers la communauté chiite que le général Aoun : qu'il l'ait fait ou pas, maintenant on est sûr, *a priori*, de ses orientations futures).
- 4- Soulever une vague d'émotion dans le monde et permettre de faire adopter par le Conseil de Sécurité la version finale du projet de création du tribunal à l'ONU alors que le texte était contesté par la Russie et le Qatar qui représente actuellement au Conseil le groupe des pays arabes. C'est chose faite depuis le 22 novembre, quelques heures à peine après l'assassinat de M. Gemayel

(naturellement, la date du vote était à peu près connue. Il est probable, par contre, que la date de l'assassinat de M. Gemayel ait été fixée, elle, en fonction de la date du vote). Face à la vague d'émotion, la Russie et le Qatar n'ont pas osé s'opposer au texte. L'objectif à l'ONU des commanditaires de l'assassinat était atteint.

5- Au Liban, cette vague d'émotion devait neutraliser le camp de l'opposition au gouvernement (Hezbollah, général Aoun, extrémistes prosyriens traditionnels) car, face à ce meurtre et compte tenu des traditions orientales de civilité et de solidarité des ennemis dans le deuil, il sera embarrassé. Il laissera tomber provisoirement les manifestations de rue contre le gouvernement Siniora qu'il avait prévues. On en profitera pour faire approuver par le Conseil des Ministres le texte de l'ONU. C'est ce qui s'est passé le 25 novembre. Naturellement, le Hezbollah, M. Berri et le général Aoun ont dénoncé cette dernière manœuvre. Ils ont certainement lu l'analyse du journal *Al-Akhbar*.

### **Commanditaires et exécutants**

Il va de soi que cette analyse désigne les Américains comme commanditaires du crime. Cette conclusion est renforcée par la façon dont le meurtre a été commis : en plein jour, dans un quartier populaire chrétien, donc par des individus qui sont très familiers des lieux, autrement dit par des chrétiens extrémistes qui seraient à la solde des Américains ou manipulés par eux. Les miliciens des Forces Libanaises de M. Geagea sont tout désignés pour une pareille besogne. Afin de connaître les détails des déplacements de M. Gemayel, certains de ces miliciens peuvent très bien avoir infiltré son entourage, à moins qu'ils n'aient réussi à « retourner » certains de ses proches. Ce ne doit pas être très difficile, une partie de la clientèle des deux partis étant la même, comme cela a été dit plus haut.

Ceci dit, les Syriens ont aussi des miliciens chrétiens à leur solde qui connaissent bien les lieux et seraient ravis de réaliser un pareil « travail » : ce sont en général les miliciens du Parti Syrien National Social (PSNS - un parti nationaliste panarabe, laïque, fondé et longtemps dirigé par des chrétiens. C'est un militant de ce parti qui a réalisé l'attentat contre le président élu Bachir Gemayel, oncle de Pierre, en 1982). Soulignons aussi le style spectaculaire, « à la manière des bandits de Chicago », qui a beaucoup impressionné (trait souligné par le général Aoun dans son interview à la chaîne locale NBN le mercredi 22 novembre).

### **Parallèle troublant avec l'assassinat de Gebran Tuéni**

Cependant, il y a plus grave : dans cette même interview, le général Aoun a relevé le fait que l'assassinat de M. Gebran Tuéni, propriétaire du journal *an-Nahar* et personnalité anti-syrienne de premier plan, avait eu lieu en décembre 2005 dans des circonstances étrangement similaires. A cette époque, le gouvernement libanais, sous l'influence du clan Hariri, avait émis le souhait de voir l'ONU créer une juridiction internationale chargée de juger les assassins de M. Rafic Hariri et étendre le travail de la commission d'enquête sur cet assassinat à l'ensemble des attentats commis contre des personnalités politiques depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2004. A cette époque, le ton montait entre la commission d'enquête et la Syrie, accusée par la commission de ne pas collaborer avec elle. Naturellement, la Syrie et ses alliés s'opposaient vivement aux souhaits du gouvernement libanais. La Chine et la Russie, de leur côté, menaçaient de mettre leur veto à toute résolution condamnant directement la Syrie.

Le 11 décembre, le juge Mehlis, chef de la commission d'enquête, remettait son rapport au

secrétaire général de l'ONU dans lequel il soulignait la non coopération des autorités syriennes avec l'enquête. Le même soir, le président syrien Bachar al-Assad faisait sur la chaîne de télévision russe des déclarations fracassantes dans lesquelles il menaçait de déstabiliser le Moyen-Orient si la Syrie était mise au ban des accusés par le rapport Mehlis. Le lendemain matin, 12 décembre, M. Gebran Tuéni était assassiné. Un groupe inconnu jusque-là, « les Combattants de l'unité et de la liberté d'al-Sham » (al-Sham fait référence, comme de juste, à la Grande Syrie) revendiquait ce crime. D'après le communiqué reçu par l'agence de presse Reuters, le même sort attendait d'autres opposants à l'« arabité » du Liban. De quoi orienter davantage la colère de l'opinion publique vers la Syrie et la radicaliser afin de permettre au gouvernement de faire passer le projet de tribunal international. En effet, un Conseil des Ministres extraordinaire était convoqué pour le même jour, en pleine vague d'émotion. Après un débat houleux de quatre heures, le gouvernement décidait, après passage au vote, de demander aux Nations Unies que les investigations de la commission soient étendues à « tous les crimes commis au Liban depuis l'attentat manqué contre l'actuel ministre des Télécommunications, Marwan Hamadé, le premier octobre 2004 » ainsi que la formation d'« un tribunal à caractère international » pour juger l'affaire Hariri. Les ministres du tandem chiite Amal-Hezbollah « suspendaient » alors leur participation au cabinet et quittaient la réunion sur le champ.

Trois jours plus tard, le 15 décembre 2005, alors que la vague d'émotion s'amplifiait dans le monde, le Conseil de Sécurité de l'ONU approuvait la résolution 1644 dans laquelle il « prend acte de la demande du Gouvernement libanais tendant à ce que les personnes qui seraient mises en cause dans cet attentat terroriste soient jugées par un tribunal international, prie le Secrétaire général d'aider le Gouvernement libanais à déterminer la nature et l'étendue de l'assistance internationale nécessaire à cet égard » et « autorise la Commission, suite à la demande du Gouvernement libanais, à fournir, selon qu'il conviendra, une assistance technique aux autorités libanaises en ce qui concerne leurs enquêtes sur les attentats terroristes perpétrés au Liban depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2004 ». Ni la Russie ni la Chine n'opposaient le moindre veto, d'autant que la résolution était moins coercitive vis-à-vis de Damas que ne l'espéraient les dirigeants libanais et qu'elle ne mettait pas directement en cause la Syrie dans l'assassinat de M. Rafic Hariri. En fait, tel n'était pas l'enjeu. L'enjeu était déjà la création du fameux Tribunal International.

### **Gagnants et perdants**

Même scénario donc et mêmes conclusions que pour l'assassinat de M. Pierre Gemayel. Les bénéficiaires (donc les commanditaires) et les perdants sont les mêmes dans les deux cas :

- Le crime profite aux Américains et à leurs alliés locaux qui cherchent à tout prix à créer le Tribunal International afin de poursuivre jusqu'au bout leur bras de fer avec le régime syrien,
- Les Syriens et leurs alliés, eux, sont les grands perdants,
- Les Chrétiens ne sont perdants que s'ils s'affolent en voyant que les cibles sont toujours des personnalités chrétiennes. Certes, il se peut qu'on cherche simultanément, à travers ces attentats, à aggraver le malaise qui règne dans leur communauté, particulièrement depuis le début de l'occupation syrienne en 1990, et à les pousser une fois de plus à l'exode. Effectivement, le moral de beaucoup de Chrétiens est aujourd'hui assez bas, d'autant qu'ils hantés par l'idée que des violences inter-chrétiennes pourraient voir le jour entre extrémistes et partisans du général Aoun. Toutefois, ils devraient se rendre compte que ceux qui sont visés par ces attentats sont bien, au premier chef, les Syriens, leurs alliés locaux ainsi que tous les partisans de la construction d'un Etat de Droit fondé sur une entente intercommunautaire et échappant par conséquent à l'emprise étrangère.

Avant de finir, je voudrais attirer ici l'attention sur le fait que le gouvernement libanais a, à plusieurs

reprises, demandé et obtenu la collaboration du FBI dans les enquêtes criminelles qu'il lançait sur les différents attentats. A chaque fois, cela n'a abouti à rien, ce qui est, une fois de plus, assez troublant.

## **Perspectives et interrogations**

Pour nous tous, ici, le Liban est entré dans une longue phase d'instabilité et de problèmes vraiment graves avec risques de dérapages sécuritaires sérieux. La légitimité et la légalité du gouvernement ne sont plus reconnues ni par le camp de l'opposition, ni par le chef du Parlement, ni par le président de la République lui-même. Dans ces conditions, un coup d'Etat ne serait, pour ses opposants, pas plus illégal que ses propres actions. Mais ayant lui-même franchi les limites légales qui lui sont reconnues par son opposition tout en continuant à bénéficier d'une légitimité internationale et du soutien ostensible de parrains étrangers dont il dépend de plus en plus, plus rien de l'empêche de foncer vers la réalisation de leurs objectifs communs. Sa position à l'intérieur du pays ne peut plus se dégrader davantage et il en est à jouer le tout pour le tout. Ses membres en sont déjà à se barricader dans le Grand Sérail, aucun ministre n'osant plus s'aventurer seul dans la rue pour rentrer chez lui... Mais il devrait se douter qu'il risque de faire les frais d'un retour au calme, une fois qu'il aura réalisé les objectifs que lui ont assignés ses parrains et que ceux-ci chercheront à apaiser les esprits dans un pays qui aura été mis sens dessus dessous. Mais ces fameux parrains voudront-ils un jour que le pays s'apaise ? Là se pose une première question.

Autre question : assiste-t-on à une accélération des événements sous l'impulsion d'un groupe d'irréductibles néo-conservateurs américains soucieux de mettre en place les éléments de leur bras de fer avec la Syrie avant que ne se renforce l'influence des démocrates américains ? Accuser la Syrie d'avoir assassiné P. Gemayel empêche de la réintroduire, comme semblent le souhaiter aussi bien les démocrates que Tony Blair, dans la grande négociation qui s'annonce autour de l'évacuation de l'Iraq par les Américains et du désarmement du Hezbollah libanais et pousse à la perpétuation de la politique de confrontation violente suivie depuis 2001 par le clan Bush.

Dieu nous protège et ramène chez nous un peu de modération et de sens du compromis et donne à nos dirigeants quelques idées sur la façon de gérer un pays de manière durable, c'est-à-dire en conciliant les intérêts égoïstes et contradictoires des uns et des autres et en permettant à chacun de profiter des fruits de l'activité humaine. Mais que le bon Dieu fasse surtout comprendre aux Américains combien il est urgent de résoudre le dossier israélo-arabe s'ils veulent désamorcer l'extrémisme musulman et iranien et ramener un peu de calme dans la région. Mais, et c'est toujours la question, le veulent-ils vraiment ? Et leurs chers alliés israéliens le veulent-ils ? Là est une toute autre question.